

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Métaux PICAUD

Quartier Bécassières
84700 Sorgues

Références : D-00376-2025
Code AIOT : 0006400417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement Métaux PICAUD implanté 1312 chemin des Granges 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Métaux PICAUD
- 1312 chemin des Granges 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400417
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Métaux PICAUD fonctionne au bénéfice de l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 1980 modifié l'autorisant à exploiter sur la commune de Sorgues une installation de récupération et de stockage (hors VHU) de métaux ferreux et non ferreux, au lieu dit " Quartier Bécassières " sur la parcelle cadastrée sous le numéro 534, section E, occupant une superficie d'environ 9 570 m².

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Bassin de rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 23/12/2024 sont respectées, la mise en demeure peut donc être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : <p><u>Constat du 22/10/2024 :</u></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie finalisé mais il a pu présenter lors de</p>

<p>l'inspection une version en projet déjà avancée.</p> <p>Les schémas d'alarme et d'alerte sont définis, en période ouverte et non ouverte. La liste des interlocuteurs à contacter est présente. Quand le site est fermé, l'exploitant enverra systématiquement une des personnes à contacter sur le site pour ouvrir aux pompiers et ainsi leur permettre librement l'accès au site.</p> <p>L'organisation et l'évacuation sont également définies.</p> <p>Les différents plans présentés sont à mettre en cohérence avec la réalité du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des réseaux est à définir plus précisément sur le site, il faut faire clairement apparaître le tracé des réseaux sec ET aussi des réseaux humides (réseau de collecte des eaux, bassin de rétention, débourbeur/déshuileur à faire apparaître notamment) ; • le plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie est à détailler en mettant bien en légende les extincteurs et la bouche incendie ; <p>Le personnel est bien sensibilisé aux risques incendie. L'exploitant a fourni les attestations de formation du personnel du 25 novembre 2023. Le renouvellement est prévu d'ici fin novembre 2024.</p> <p>Les FDS sont à ajouter en annexe au PDI.</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, compléter son plan de défense incendie et le transmettre par mail à l'inspection.</p> <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u></p> <p>Le plan de défense incendie a été mis à jour suivant les prescriptions de l'article 5 de l'AM du 22/12/2023. Les plans ont notamment été mis à jour, les FDS ajoutées et le renouvellement des attestations de formation réalisé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Constat du 22/10/2024 :

L'exploitant n'a pas encore réalisé d'exercice de défense contre l'incendie.

Dès que son plan de défense contre l'incendie sera finalisé, l'exploitant l'enverra au SDIS et organisera un exercice de défense contre l'incendie.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de, sous un délai 4 mois :

- Organiser un exercice de défense contre l'incendie ;
- Envoyer à l'inspection le compte rendu de cet exercice.

Constat du 27/05/2025 :

Un exercice incendie a été réalisé le 10/12/2024

CR du SDIS :

Une manœuvre incendie a été réalisée dans la zone de travail situé dans le site de Sorgues - Chemin des Granges. Cette manœuvre portait sur la thématique incendie pour feu de matériaux issu de la récupération d'appareil électroménager.

L'action réalisée a permis d'une part de confronter le référent sécurité à l'échange et aux questionnements avec le Commandant des Opérations de Secours des sapeurs-pompiers à l'arrivée sur les lieux. Cet échange a permis également de tester le Plan de Défense Incendie « PDI » en cours d'élaboration par le référent en charge de la sécurité.

La manœuvre a permis de mettre en avant la facilité d'accessibilité du site pour les véhicules de secours.

Point de vigilance est porté sur la rétention du site (eaux et eaux d'extinction). En effet, un schéma du réseau de collecte (bacs + décanteur + déversoir) et des organes permettant d'isoler le site (si existant sur le site) permettrait une action initiale soit du requérant lors de l'appel au secours (process décrit dans le PDI) soit des services de secours au cours de l'opération. Ce schéma permettrait également au Commandant des Opérations de Secours d'anticiper la venue d'un véhicule Risque Chimique en cas d'absence d'éléments permettant d'isoler le site des tiers.

Concernant le point de vigilance du SDIS sur la rétention du site, l'inspection confirme en visite que l'ensemble des eaux incendies sont dirigées vers le bassin étanche du site, puis évacuées (le bassin n'a aucun rejet vers l'extérieur). Le site est donc isolé des tiers à ce niveau.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
Constats : <p><u>Constat du 22/10/2024 :</u> Le seul local technique de l'installation est le local transformateur. Ce dernier n'est actuellement pas équipé de dispositif de détection des fumées. L'exploitant s'est engagé à installer un détecteur de fumée dans ce local et de le relier à leur système d'alarme d'ici la fin novembre 2024. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de, sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none">• Installer un dispositif de détection des fumées dans le local transformateur ;• Dès réalisation des travaux de mise en conformité, l'exploitant enverra à l'inspection une photo des travaux ainsi que la mise à jour de leurs consignes de maintenance et de leur schéma d'alerte. <p><u>Constat du 27/05/2025 :</u> L'inspection a pu constater en visite la mise en place du dispositif de détection des fumées dans le local transformateur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>IV.-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées.</p>

Constats :Constat du 22/10/2024 :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin de rétention du site, qui fait également office de bassin pour récupérer les eaux incendie lors d'un sinistre, est actuellement rempli de déchets métalliques et de tuyaux. Il ne peut donc pas remplir son rôle de rétention.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois de:

- Entièrement vider son bassin de rétention ;
- En vérifier son étanchéité ;
- Des photos ainsi qu'un rapport de test d'étanchéité seront transmis à l'inspection quand le bassin aura été vidé.

Constat du 27/05/2025 :

Les travaux pour vider le bassin de rétention ont débuté début décembre 2024. Lors de la visite, l'inspection a pu confirmer la réalisation de ces travaux, le bassin étant entièrement vidé.

L'exploitant n'a pas réalisé de tests d'étanchéité. Toutefois, ces tests avaient été demandés du fait de la grande incertitude concernant l'état du bassin quand il était rempli de déchets métalliques.

L'exploitant a montré à l'inspection lors de la visite des photos de la réalisation des travaux ainsi que des photos du bassin de rétention une fois entièrement vidé. Ces photos montrent un bassin relativement en bon état, les parois bétons semblent toujours étanches. Aucune fuite n'a été repérée à proximité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
Thème(s) : Autre, GERE
Prescription contrôlée : Article 4 : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site. Article 7 : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a bien déclaré ses données sur GERE pour l'année 2024. L'exploitant dispose d'un registre numérique où la différence entrée / sortie doit se faire en manuel pour connaître à l'instant t les quantités présentes. Le suivi manuel est actuellement réalisé mensuellement. De plus, le registre est commun aux deux sites de l'exploitant (Sorgues et Le Pontet), il lui est donc compliqué de connaître l'état de ses stocks à l'instant t dans chacun des sites. L'exploitant informe l'inspection en visite que le logiciel qu'il utilise est sa création, et qu'il lui est sûrement possible de le modifier pour corriger cela.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, faire le nécessaire pour réaliser un suivi plus précis de ses stocks, afin de connaître au jour le jour les tonnes de matériaux présentes sur chacun de ses sites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois